



Envoyé en préfecture le 11/03/2016

Reçu en préfecture le 11/03/2016

Affiché le

SLO

ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

# Rapport d'Orientations Budgétaires 2016

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 8 MARS 2016

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB), première étape obligatoire du cycle budgétaire annuel, s'impose aux communes de 3 500 habitants et plus, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10 000 habitants puisque le rapport d'orientations budgétaires (ROB) doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses (analyse prospective) et des effectifs ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel...

Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au préfet du département et au président de l'EPCI dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication. Il est à noter que désormais, le débat ne devra pas seulement avoir lieu, il devra en outre être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Ce débat doit permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

Cela doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux, des évolutions conjoncturelles, structurelles qui impactent nos capacités de financement.

Le budget primitif 2016 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population louvroilienne, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique difficile, aux orientations définies par le Gouvernement dans le cadre de la Loi de Finances pour 2016 ainsi qu'à la situation financière locale.

# ROB 2016 - SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 11/03/2016

Reçu en préfecture le 11/03/2016

Affiché le



ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## I - Contexte général : situation économique et sociale

- ❖ Contexte Economique
- ❖ Projet de Loi de Finances 2016
- ❖ Situation de la collectivité

## II - Tendances Budgétaires & Grandes Orientations de la Collectivité

- ❖ **Recettes de Fonctionnement**
  - ✓ *Fiscalité*
  - ✓ *Dotations*
  - ✓ *Autres recettes*
- ❖ **Dépenses de Fonctionnement**
  - ✓ *Dépenses à caractère général*
  - ✓ *Dépenses de personnel*
  - ✓ *Autres dépenses de fonctionnement*
- ❖ **Section d'Investissement**
  - ✓ *Recettes d'investissement*
  - ✓ *Dépenses d'investissement*
  - ✓ *Dettes*
- ❖ **Les Budgets Annexes**

## Le Contexte Economique

(source : observatoire des finances locales 2015)

- Une zone Euro qui peine à retrouver les rythmes de croissance d'avant 2007
- Une projection de croissance économique française limitée :
  - 1% de croissance du PIB sur 2015
  - 1,5% de croissance du PIB estimé sur 2016
  - Inflation estimée à 1% en 2016
- Une stagnation des recettes globales de fonctionnement des collectivités : + 0% constaté sur 2014
- Une progression contrastée des dépenses de fonctionnement des collectivités : + 1,78% mais + 4% sur les charges de personnel et - 2,2% sur les autres dépenses de fonctionnement
- Un effet ciseau (delta Recettes / Dépenses), accentué : dégradation généralisée de l'épargne brute des collectivités
- Des dépenses d'investissements des collectivités en recul sur 2014 : - 14%

## Le Projet de Loi de Finances 2016

(source : PLF2016)

- Un effort important imposé aux collectivités dans le processus de maîtrise des dépenses publiques de l'Etat
  - 10,7Mds sur 3 ans (2015-2017) soit 22% sur l'enveloppe de 50Mds de réduction des dépenses publiques
  
- Une enveloppe exceptionnelle de 600 millions d'euros projetée dans le cadre d'amendements pour la lutte contre le terrorisme
  
- Un projet de réforme majeure de la Dotation Globale de Fonctionnement (application reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2017) :
  - - 3,39Md € de l'enveloppe DGF par rapport à 2015
  - *Principe de territorialité par l'introduction de la dotation de centralité*
  
- Une enveloppe dédiée à l'investissement :
  - 1 milliard d'Euros gérés par les Préfets (13 Régions) pour des projets ciblés d'investissement
  - *Le FCTVA étendu aux dépenses de fonctionnement liées à l'entretien des bâtiments Communaux, de la voirie et aux dépenses liées au plan France très haut débit.*

## Situation de la Collectivité

Les tensions budgétaires qui affectent notre collectivité sont fortes et se sont même accentuées avec des pertes de recettes importantes de l'Etat à savoir la baisse de la dotation globale de fonctionnement, la baisse des compensations fiscales de l'Etat mais aussi les recettes de notre EPCI à savoir la Dotation de Solidarité Communautaire.

De 2012 à 2016, Louvroil a perdu **1 125 030 €** de DGF cumulée. Pour 2016, cela devrait représenter près de 206 000 €.

De 2014 à 2016, Louvroil a perdu **657 835 €** de DSC cumulée. Pour 2016, cela devrait représenter 87 000 €.

En parallèle, on constate une évolution du produit fiscal (hors revalorisation de bases opérées par l'Etat) de **248 259 €** entre 2012 et 2015. Entre 2012 et 2015, on enregistre 111 nouveaux foyers fiscaux au niveau de la TH et 41 sur la TF.

A savoir que **depuis 2009, Louvroil n'a pas augmenté les impôts de la commune, soit 6 années.** En 2015, une révision des abattements a été proposée lors de la séance du Conseil Municipal de septembre.

## Situation de la Collectivité

2015 fût marquée par la sortie de l'emprunt toxique avec l'aide de l'Etat dans le cadre du fonds de soutien ; ce qui a permis de sécuriser nos emprunts. Louvroil n'a pas emprunté pendant 7 ans.

2015 fût marquée par la continuité de notre forte politique d'investissement en matière de logements : 200 logements s'additionnant sur les résidences Gallois, Coquelicots, Journels, les Jonquilles, Muguet, Maton, Locoge, Guy Moquet.

Cela n'est pas terminé puisque le PRU continue son cours sur le quartier de Sous le Bois et sur le mail des Musiciens.

Le quartier de Sous Le Bois va opérer sa mutation à travers le lancement de l'OPAH RU pour compléter le PRU (34 logements).

En Centre Ville, les travaux sont en cours de réalisation à travers l'aménagement de la rue Bertrand et d'un parking paysager face au Conservatoire de musique et de théâtre.

La future maison de santé est en cours d'instruction en partenariat étroit avec l'Hôpital de Maubeuge.

Pour l'économie et l'emploi, 2015 est l'extension de la zone commerciale d'Auchan par l'ouverture de 9 nouvelles enseignes, soit près de 100 emplois verront le jour sur notre commune.

## Situation de la Collectivité

Louvroil, c'est également le service public en direction de nos enfants, notre jeunesse et nos aînés.

Elle se traduit à travers plusieurs thématiques : la solidarité par le CCAS et le soutien fort au monde associatif, le sport en partenariat fort avec l'ASGL, la culture à travers l'Espace Culturel Casadesus, la Médiathèque et le nouveau Conservatoire de Musique et de théâtre, l'enseignement, la politique de la ville, le service jeunesse, la parentalité et le château enchanté,....



La Solidarité



Les colis des aînés

## Situation de la Collectivité



Le Sport pour les enfants



Mais aussi pour les plus grands...



Notre fort tissu associatif



La remise des dictionnaires aux enfants

# ROB 2016 - Contexte Général : Situation Economique & Sociale

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## Situation de la Collectivité



La Fête des Ecoles



Inauguration du Nouvel Espace Jeunesse à l'atelier des Sars



La 8<sup>ème</sup> Edition du Festiv' Jeunes

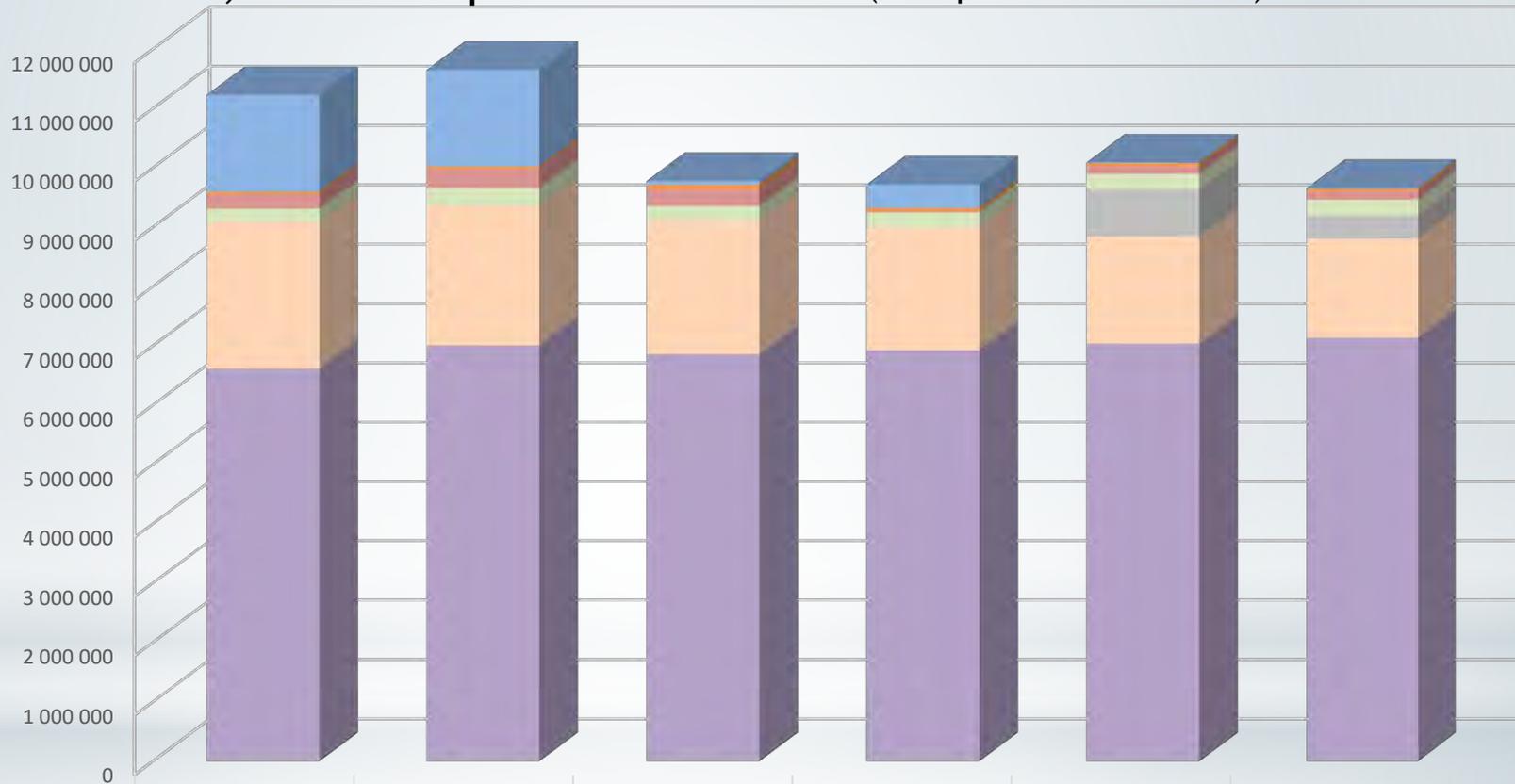


L'Eveil des enfants à la Serre Municipale

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Recettes de Fonctionnement - Synthèse

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
 Reçu en préfecture le 11/03/2016  
 Affiché le  
 ID: 1059 - 15903639-20160308-10316-DE

- ☐ Une stagnation des recettes réelles, du fait de la baisse des dotations de l'Etat
  - Diminution de 0,03 % sur la période 2014/2016 (hors produits financiers)

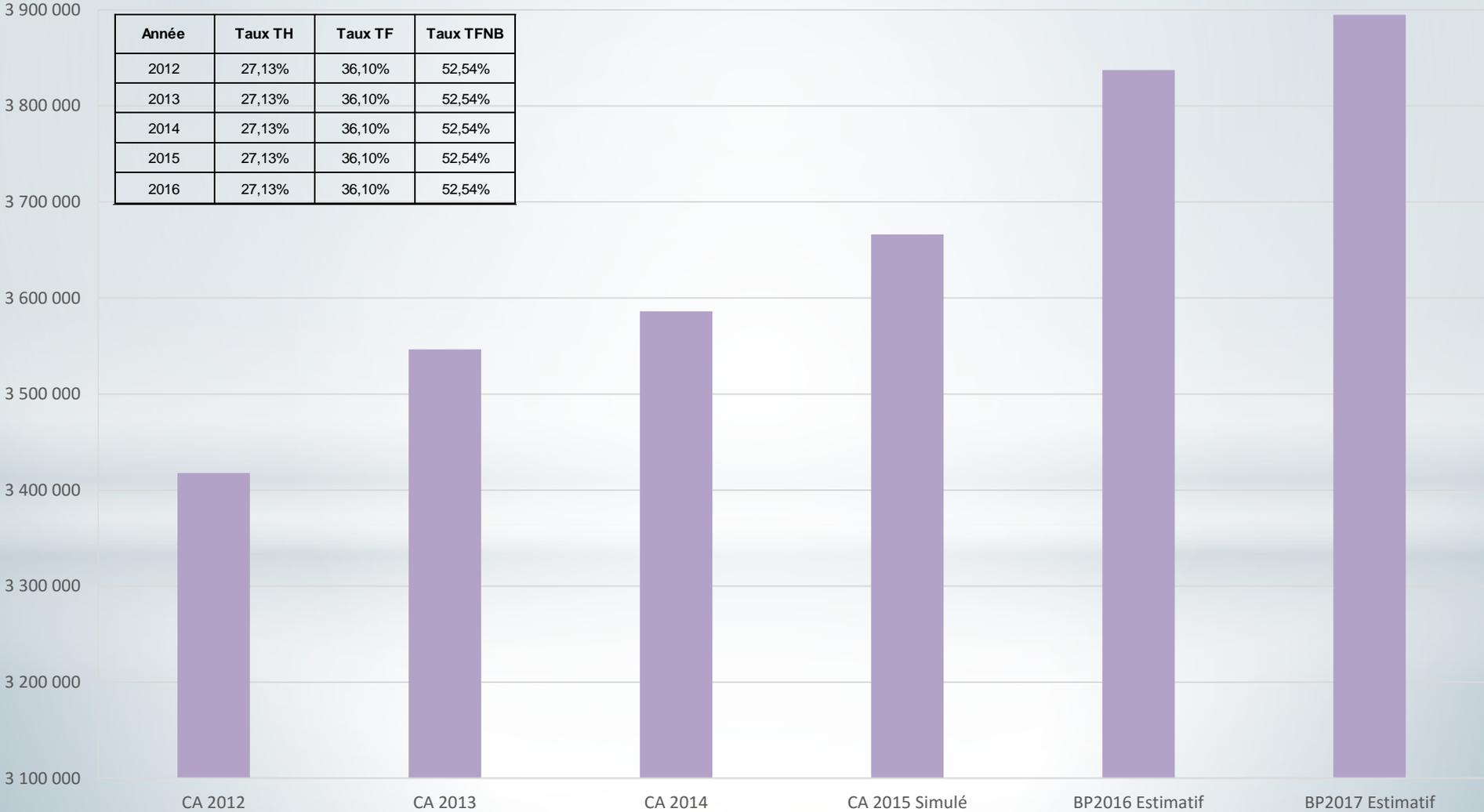


	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015 Simulé	BP2016 Estimatif	BP2017 Estimatif
77 - Produits exceptionnels	1 633 793	1 628 021	63 438	395 270	14 500	14 500
75 - Autres produits de gestion courante	41 298	41 681	80 375	55 452	49 185	49 185
013 - Atténuation de charges	240 851	317 539	278 451	16 129	131 000	131 000
70 - Produits de services	225 182	301 168	243 614	260 996	261 200	263 812
76 - Produits financiers	0	0	35	0	790 510	395 255
74 - Dotations et participations	2 474 090	2 354 553	2 254 427	2 063 670	1 811 399	1 666 487
73 - Impots et taxes	6 612 604	7 006 328	6 857 277	6 925 359	7 031 880	7 137 358

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Recettes de Fonctionnement - La Fiscalité

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

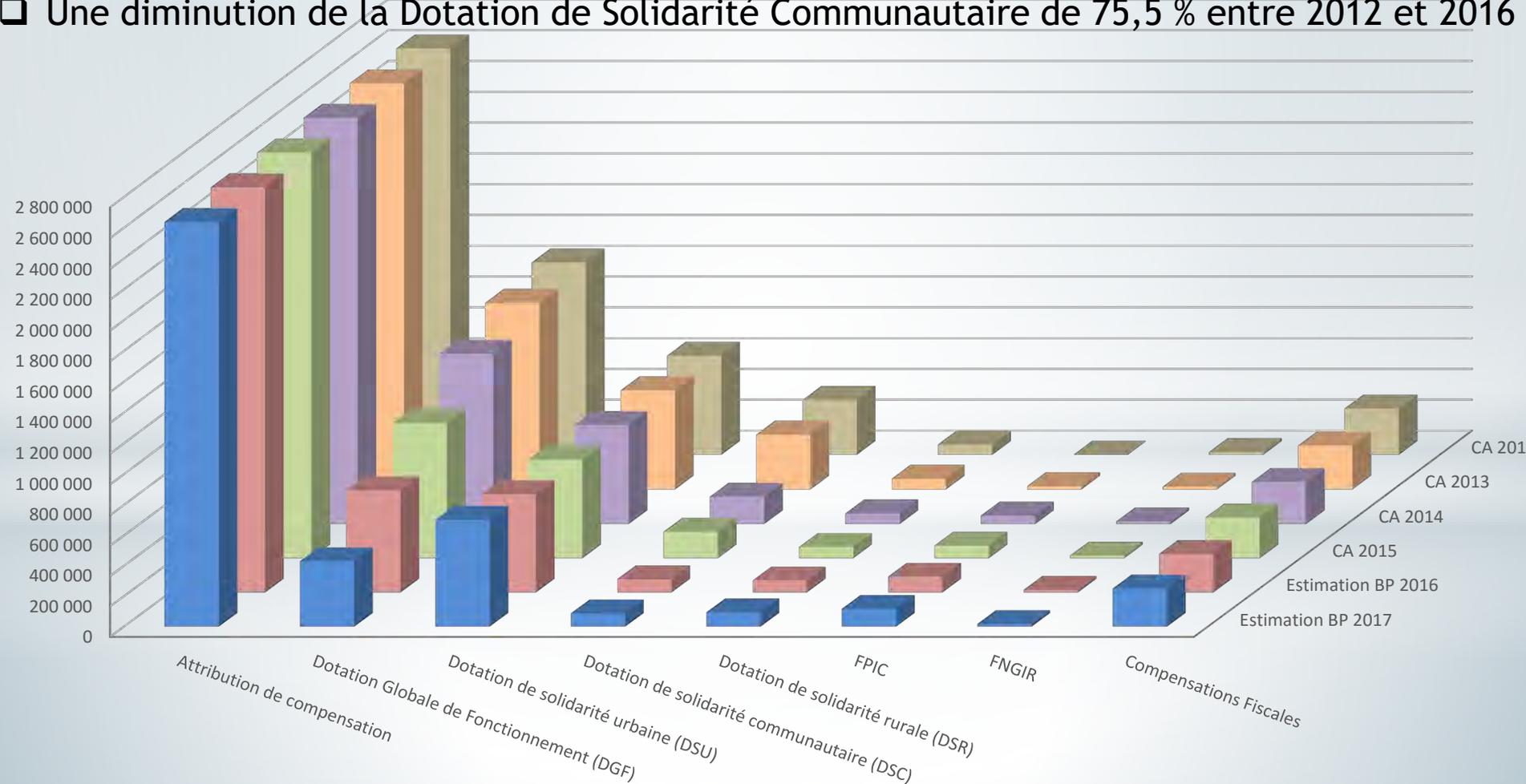
- Une non augmentation des taux locaux (TH, TF, TFNB)
- Une évolution du produit fiscal liée à la revalorisation annuelle des bases par l'Etat, l'augmentation des foyers fiscaux et de la révision de certains abattements à compter de 2016



# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Recettes de Fonctionnement - Les Dotations

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
 Reçu en préfecture le 11/03/2016  
 Affiché le  
 ID: 1059-215903659-20160308-10316-DE

- ❑ Une baisse de DGF cumulée entre 2012 et 2016 de 1 125 030 € : - 206 000 € pour 2016
- ❑ Des compensations fiscales en diminution de 15 % entre 2012 et 2016
- ❑ Une Dotation de Solidarité Urbaine stable à hauteur de 643 649 €
- ❑ Une Attribution de Compensation (2 637 686 €) figée
- ❑ Une diminution de la Dotation de Solidarité Communautaire de 75,5 % entre 2012 et 2016



## Les autres recettes

- Une stagnation des produits de services due à une politique tarifaire contenue pour 2016 avec une hausse moyenne des tarifs de 1%
- Une évolution limitée des autres taxes (taxe sur l'électricité, taxe sur la publicité, taxe sur l'Occupation du Domaine Public, droits de mutation)
- Une stagnation des Produits Exceptionnels
- Une diminution des atténuations de charges
- Une évolution des produits financiers correspondant à 2 versements en 2016 par l'Etat de l'aide dans le cadre du fonds de soutien des emprunts à risque

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Dépenses de Fonctionnement - Synthèse

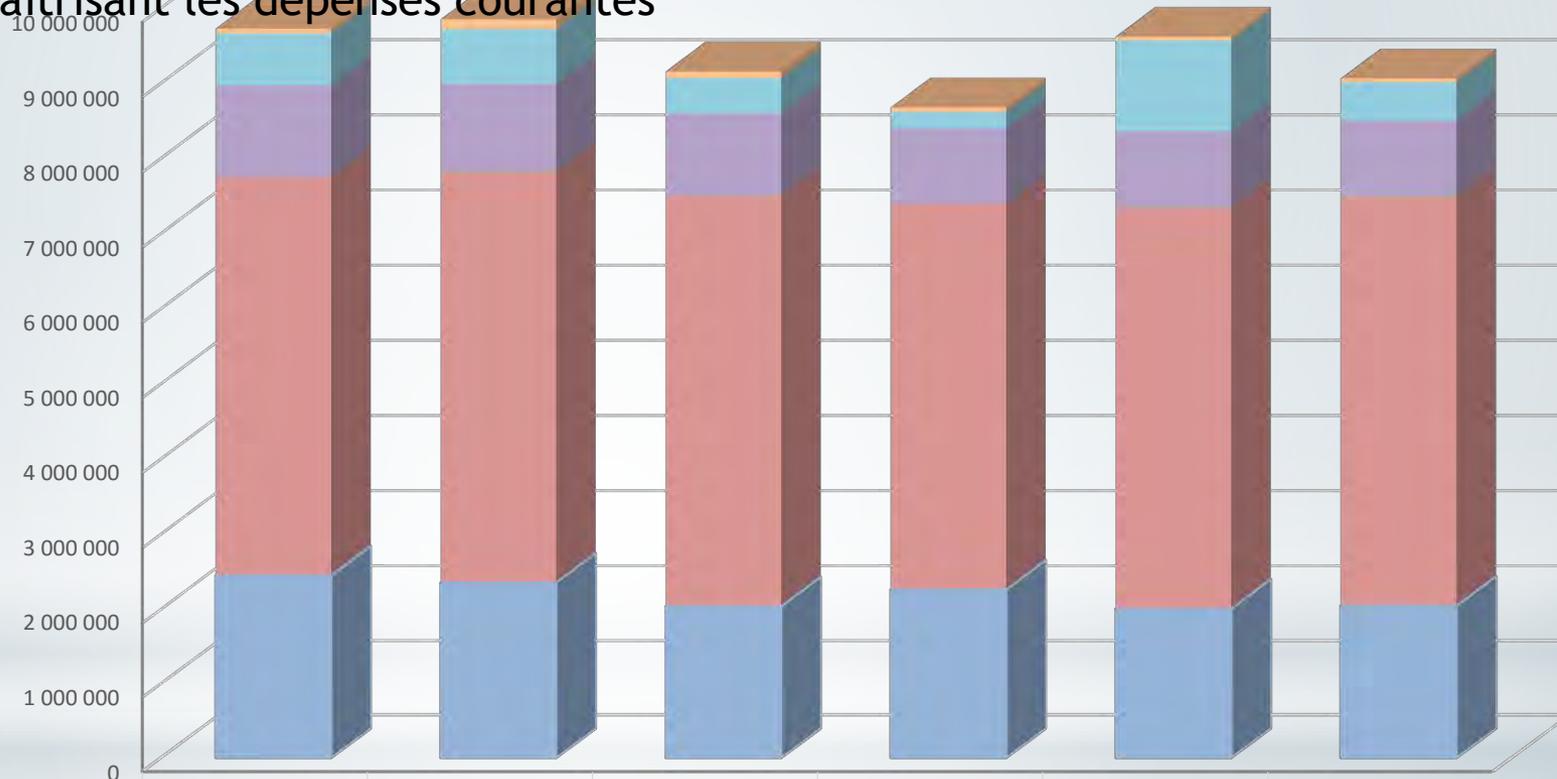
Envoyé en préfecture le 11/03/2016

Reçu en préfecture le 11/03/2016

Affiché le

03/05/2016 00:03:59 - 20160308-10316-DE

☐ Une évolution des dépenses réelles de fonctionnement, en 2016, due au protocole transactionnel signé entre la Ville & la CAFFIL dans le cadre du refinancement de la dette à risque tout en maîtrisant les dépenses courantes



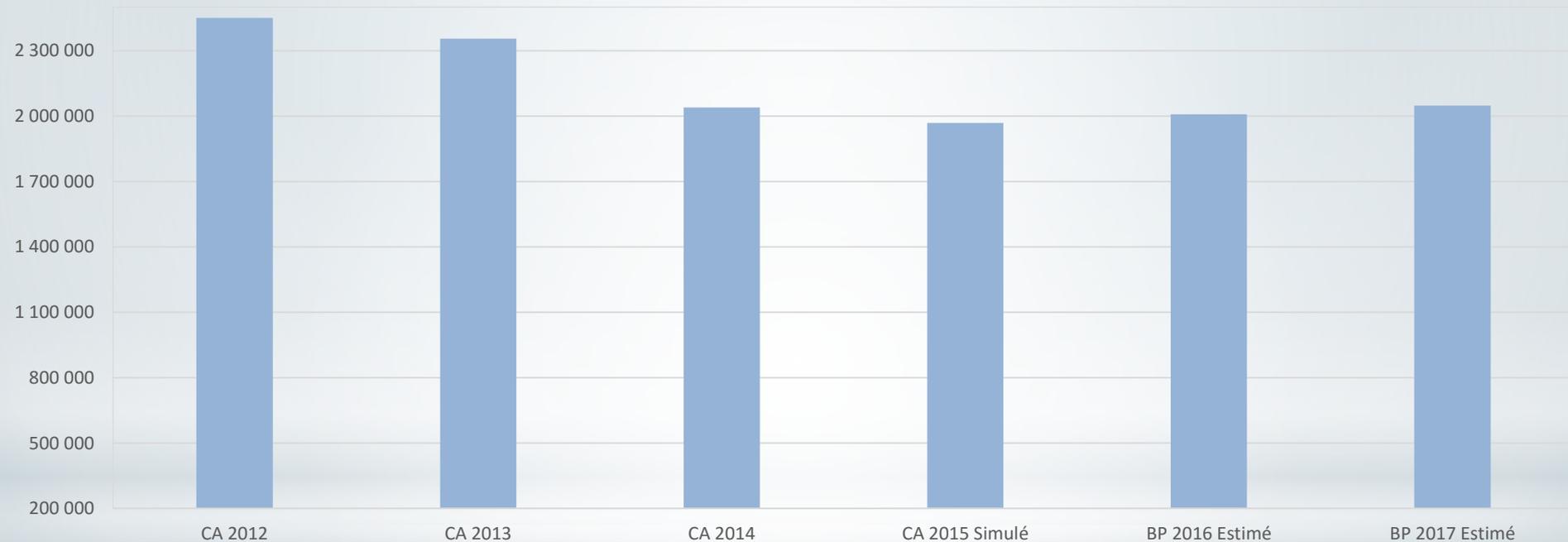
	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015 Simulé	BP 2016 Estimé	BP 2017 Estimé
67 - Charges Exceptionnelles	64 149	130 779	88 649	61 098	51 000	51 000
66 - Charges Financières	697 829	730 704	470 660	220 832	1 212 800	510 000
65 - Autres charges de gestion courante	1 212 462	1 160 107	1 089 237	1 003 220	1 006 300	1 006 300
014 - Atténuations de produits	1 554	6 070	1 898	19	6 000	6 000
012 - Charges de personnel et assimilé	5 299 594	5 467 591	5 466 031	5 130 518	5 336 000	5 442 720
011 - Charges à caractère général	2 450 862	2 355 407	2 040 213	2 261 899	2 008 001	2 048 161

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Dépenses de Fonctionnement

## Les Charges à Caractère Général

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

☐ Une poursuite des efforts de gestion, notamment sur les charges à caractère général, face aux baisses des dotations de l'Etat et du poids de la dette



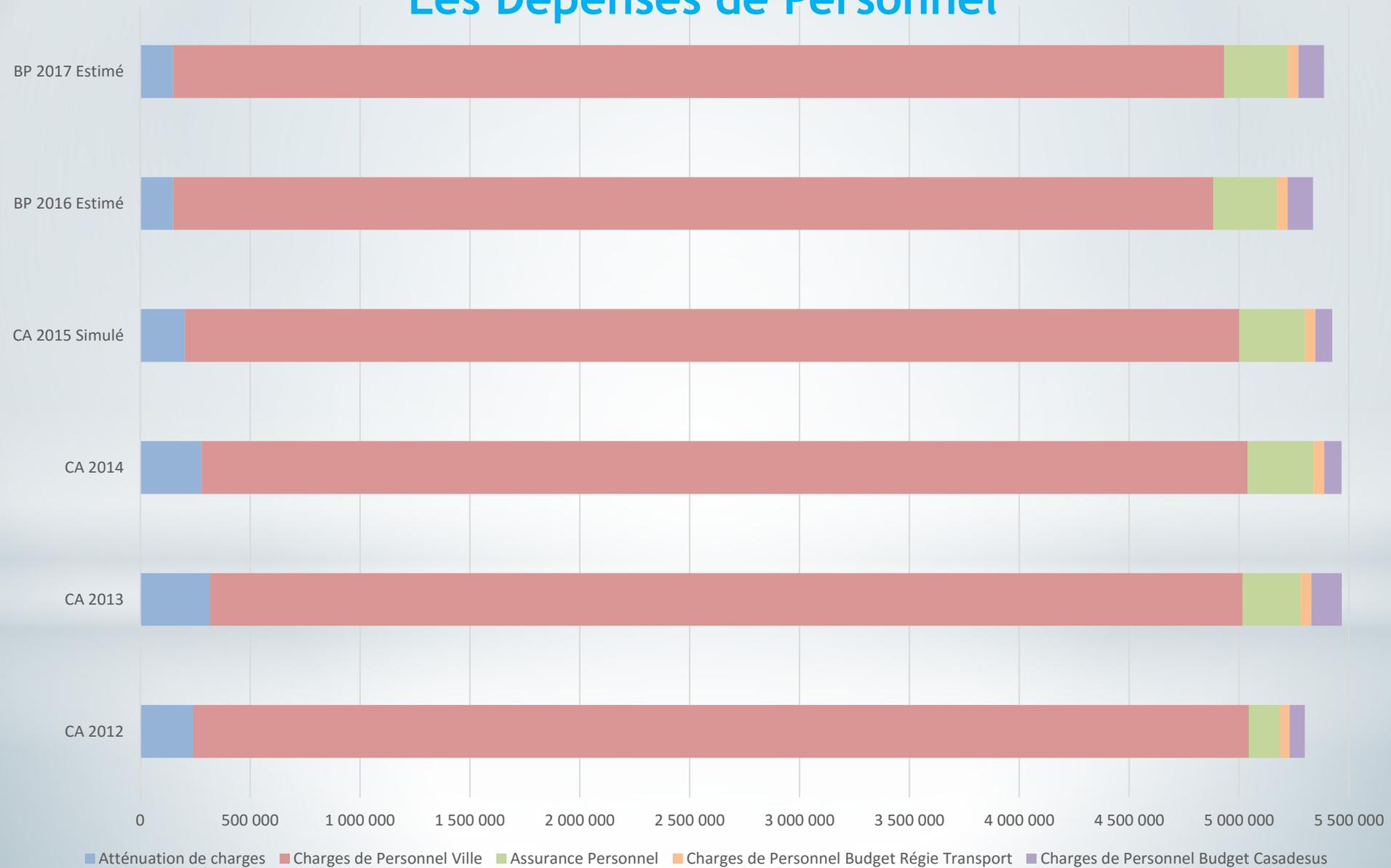
☐ Des leviers d'actions tendant à la réduction des dépenses à caractère général :

- Gestion rigoureuse et optimisée des dépenses,
- Culture budgétaire et gestionnaire des services,
- Valorisation de la fonction d'Acheteur Public,
- Programmation d'achats transversaux,
- Pratique toujours plus appuyée de la négociation

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Dépenses de Fonctionnement

## Les Dépenses de Personnel

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

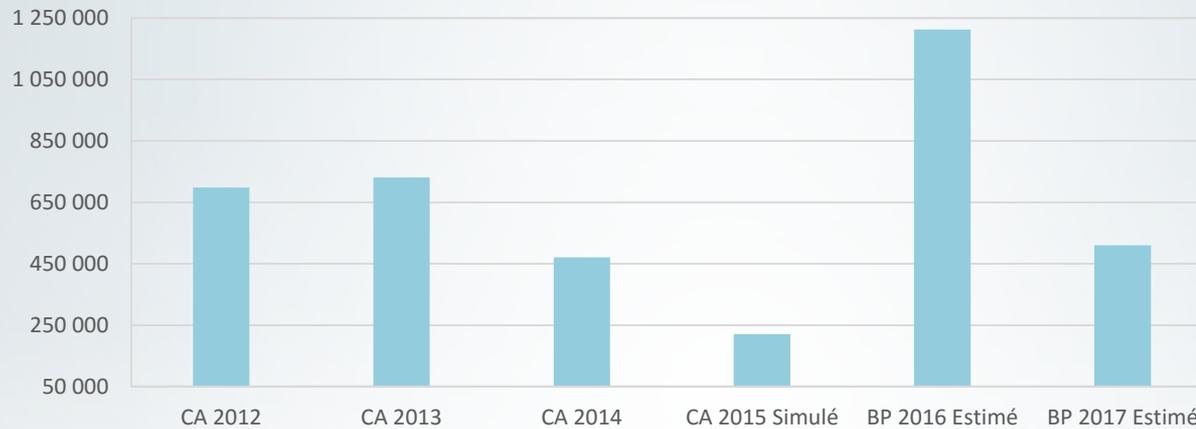


# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Dépenses de Fonctionnement

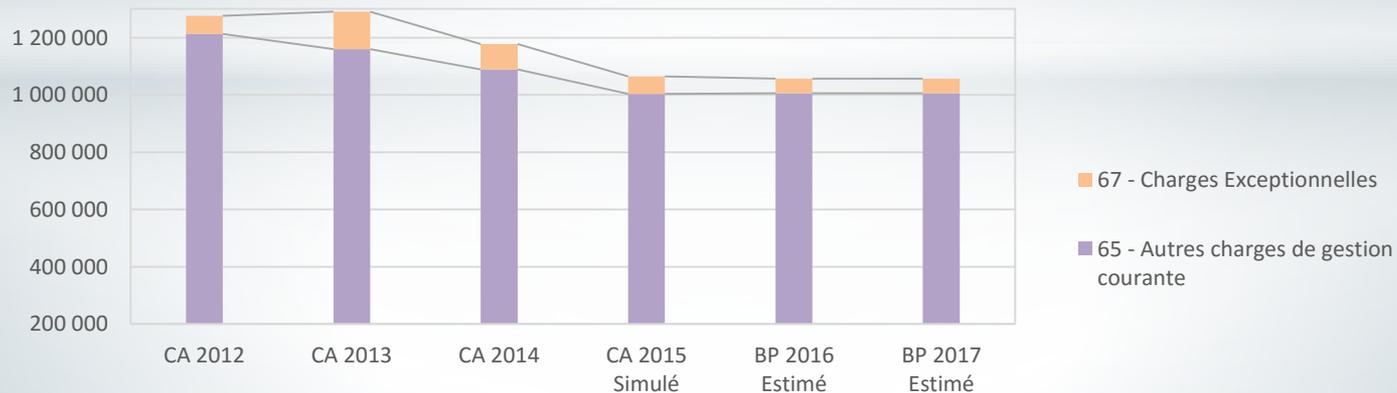
Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## Les Autres Dépenses

❑ Les charges financières sont en nette évolution. 2016 retrace le protocole transactionnel signé avec la CAFFIL, remboursement du solde des intérêts de l'échéance 2015 de l'emprunt à risque



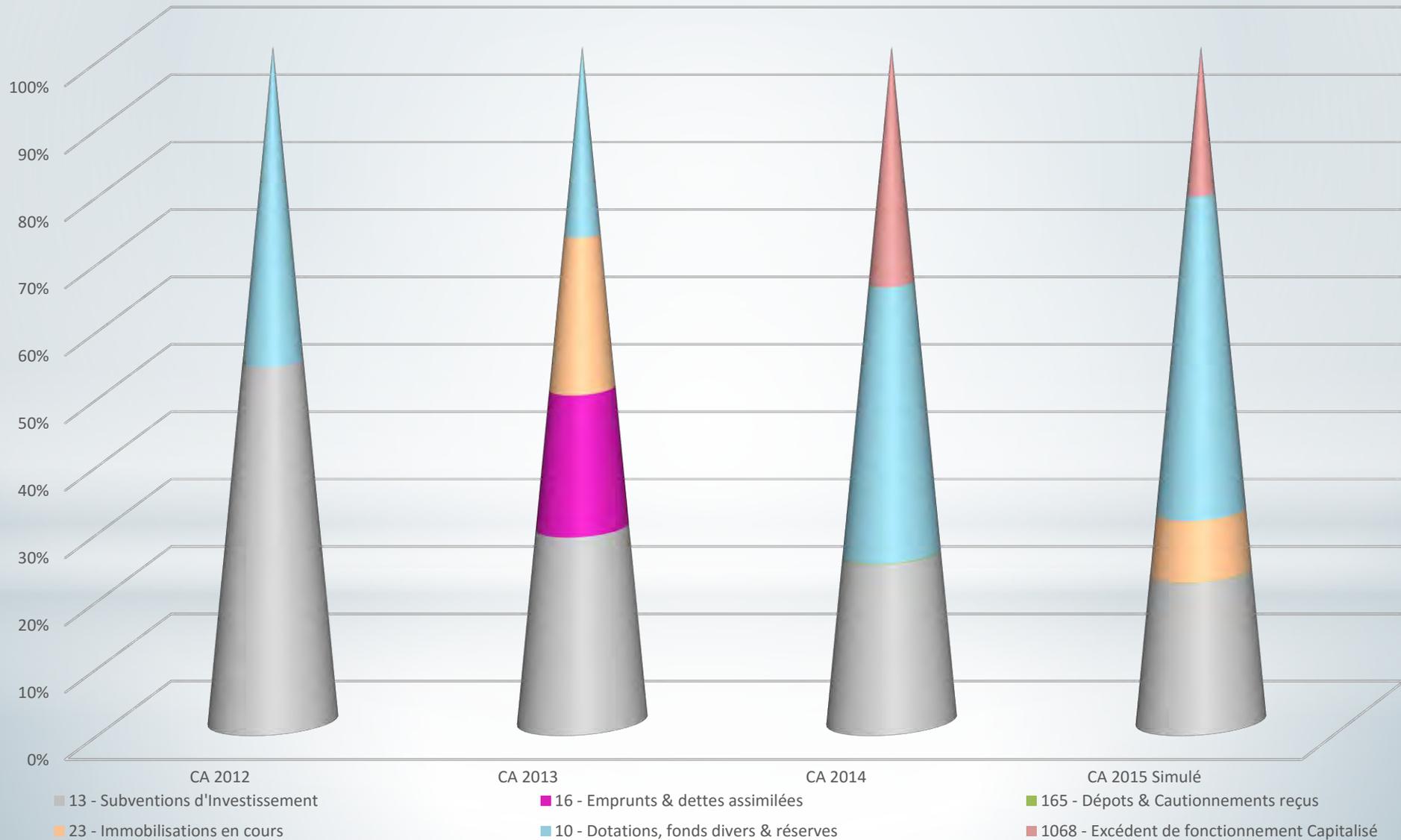
❑ Les autres charges de gestion courante évoluent peu et les charges exceptionnelles stagnent



# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Section d'Investissement

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## Les Recettes - Rétrospective de 2012 à 2015



# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Section d'Investissement

## Les Recettes - Année 2016

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

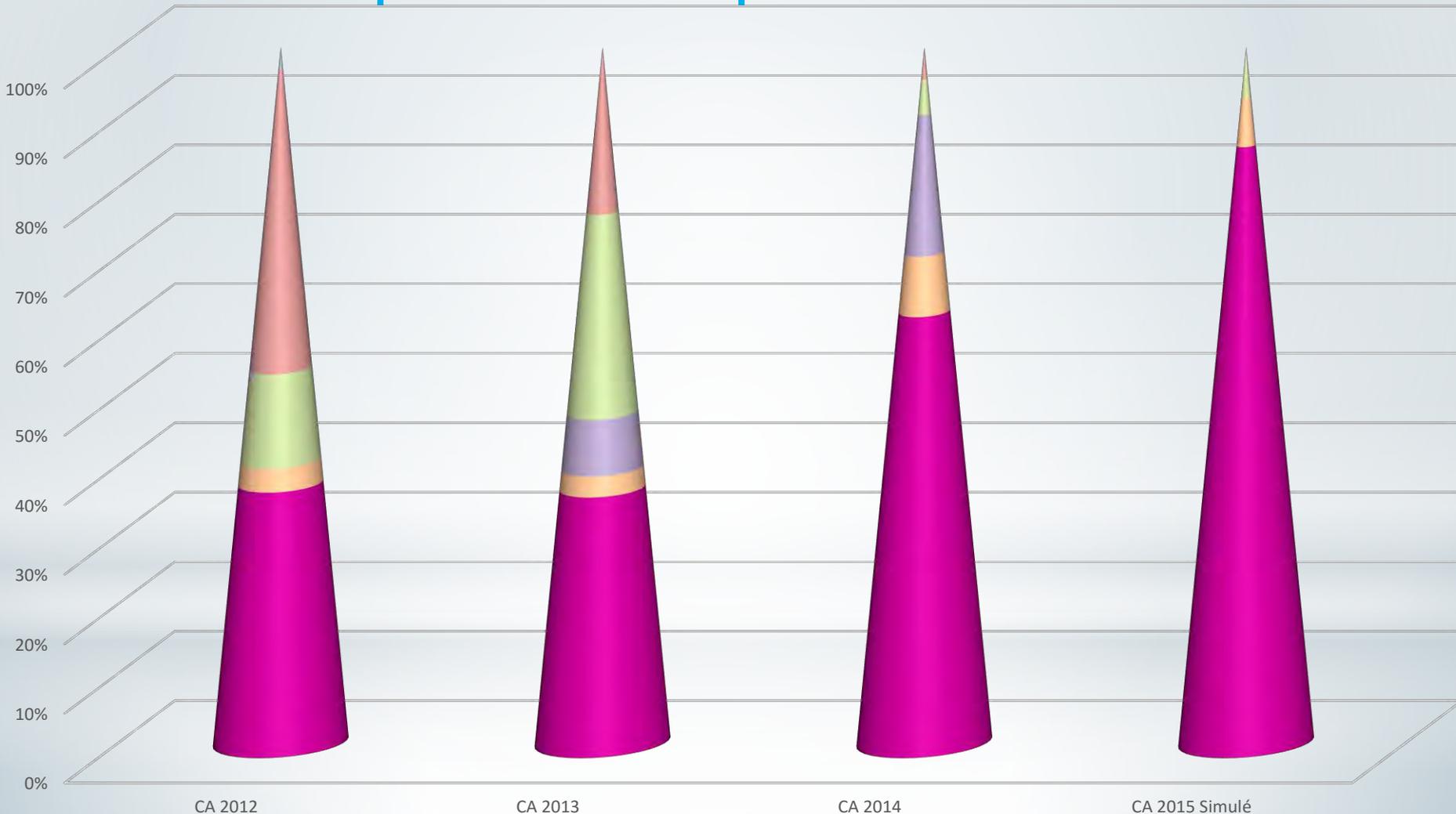
Les prévisions de recettes de la section d'investissement de l'exercice 2016 seront constituées de :

- Emprunt de 1 000 000 Euros
- Dotation Equipement des Territoires Ruraux de 190 000 Euros dans le cadre du plan pluriannuel de la mise en accessibilité des bâtiments communaux.
- Fonds de Compensation à la TVA de 18 000 Euros
- Taxe Locale d'Equipement estimée à 1 000 Euros
- Taxe d'Aménagement estimée à 25 000 Euros

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Section d'Investissement

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## Les Dépenses - Rétrospective 2012 à 2015



16 - Emprunts & Dettes assimilées

20 - Immobilisations Incorporelles

204 - Subventions d'Equipements Versées

21 - Immobilisations Corporelles

23 - Immobilisations en Cours

10 - Dotations, fonds divers et réserves

13 - Subventions d'investissement reçues

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Section d'Investissement

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## Les Dépenses - Année 2016

Les prévisions de dépenses de la section d'investissement de l'exercice 2016 seront constituées de :

- Remboursement de la dette à hauteur de 452 400 Euros
- Une étude de faisabilité pour la réalisation d'un terrain synthétique de football devrait être lancée en 2016
- Fonds de Concours « Voiries » à la CAMVS à hauteur de 470 000 Euros
- Versement à l'Etablissement Public Foncier estimé à 200 000 Euros
- Fonds de Concours à la CAMVS sur l'opération « Mail des Musiciens » dans le cadre du PRU Multisites d'environ 420 000 Euros
- Une enveloppe « investissements récurrents » pour l'ensemble des services de la collectivité de 150 000 Euros
- Un 1<sup>er</sup> Crédit de Paiement sur l'APCP « Accessibilité » de 242 700 Euros

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Section d'Investissement

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
Reçu en préfecture le 11/03/2016  
Affiché le  
ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## Les Dépenses - Autorisation de Programme / Crédit de Paiement

Lors de la séance du 23 septembre 2015, les membres du Conseil Municipal ont approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmé qui prévoit des travaux étalés sur plusieurs années.

La création d'une AP/CP pour ces travaux ainsi que pour les frais d'études correspondants existera à compter de l'exercice 2016. Les crédits de paiement sur cette autorisation de programme seront les suivants :

N° & Intitulé de l'Autorisation de Programme	Montant de l'AP	Montant des Crédits de Paiement			
		2016	2017	2018	2019
AP n° 2016001 - Mise en Accessibilité des Bâtiments ERP	762 700 €	242 700 €	155 000 €	182 500 €	182 500 €

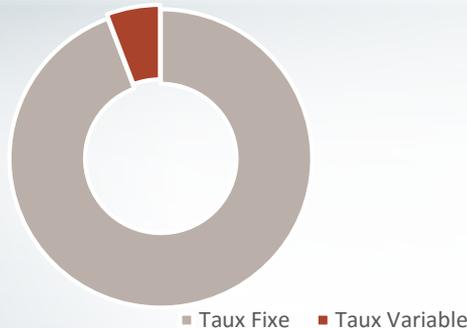
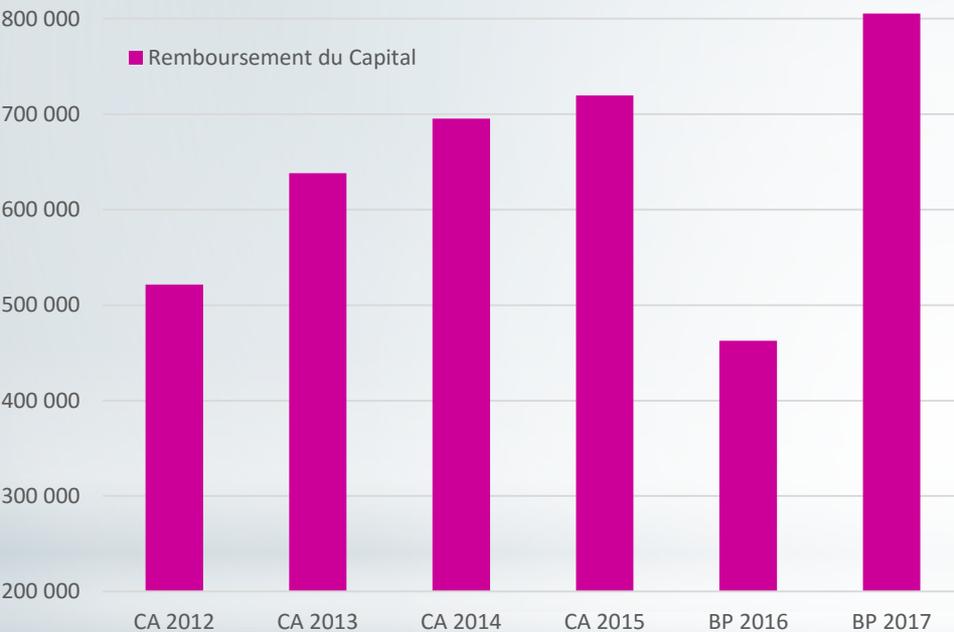
# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Section d'Investissement

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
 Reçu en préfecture le 11/03/2016  
 Affiché le  
 ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## La Dette

☐ Un encours de dette en diminution à compter de 2017, 2016 retrace le refinancement de la dette à risque

☐ Un amortissement du capital à compter de 2017 d'environ 800 000 €



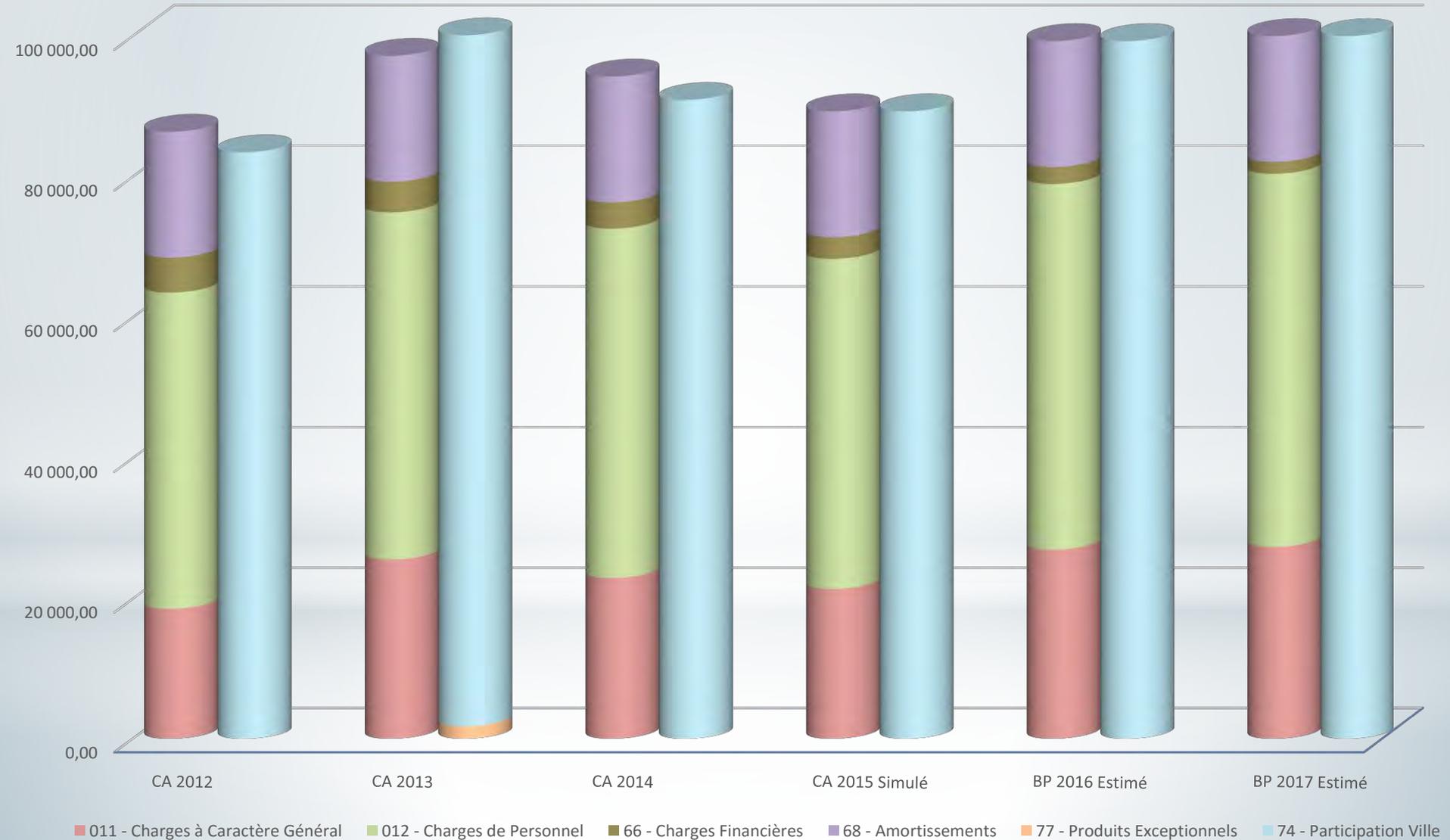
■ CRD au 31/12 ■ CAF Brute ● Capacité de désendettement (nb années)

☐ Une gestion active de la dette par la renégociation de la dette à risque en taux fixe

# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Les Budgets Annexes

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
 Reçu en préfecture le 11/03/2016  
 Affiché le  
 ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

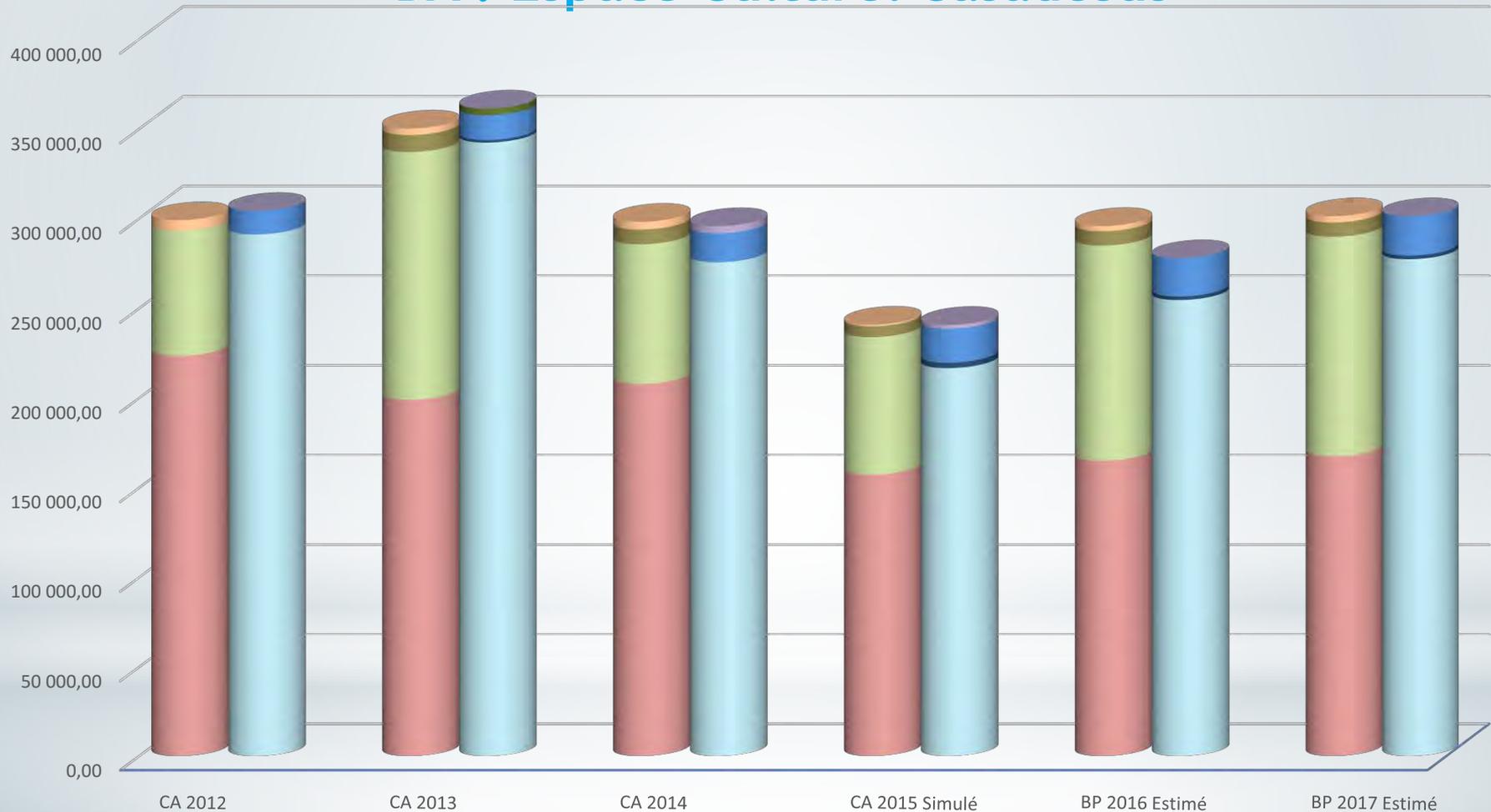
## BA : Régie de Transport



# ROB 2016 - Tendances budgétaires & Grandes Orientations de la collectivité - Les Budgets Annexes

Envoyé en préfecture le 11/03/2016  
 Reçu en préfecture le 11/03/2016  
 Affiché le  
 ID : 059-215903659-20160308-10316-DE

## BA : Espace Culturel Casadesus



- 011 - Charges à Caractère Général
  - 67 - Charges Exceptionnelles
  - 74 - Département - Aide à la Diffusion
  - 77 - Produits Exceptionnels
- 012 - Charges de Personnel
  - 68 - Amortissements
  - 70 - Ventes de produits fabriqués, Prestations de Services
- 65 - Autres charges de Gestion Courante
  - 74 - Participation Ville
  - 013 - Atténuations de charges